

Communiqué de presse, Jeudi 18 mars 2010

POWEO n'a plus les moyens de ses ambitions

Le projet de port méthanier d'Antifer n'a pas de repeneur

1- Dans la presse nationale du 18 mars : le figaro, les échos, la tribune, le PDG autrichien de Poweo Wolfgang Anzengruber annonce, «Sans réforme du marché de l'électricité, Poweo devra rendre ses clients à EDF.»

Après le départ de VERBUND et d'EON du capital de Gaz de Normandie et suite à un bilan financier catastrophique, POWEO cherche à se désengager du projet de terminal méthanier d'Antifer, mais les investisseurs potentiels ne sont pas au rendez-vous.

2- Côté politique :

« Le projet (...) fait l'unanimité contre lui » (source Filfax 12/03/2010). En effet, l'ensemble des candidats aux régionales sont défavorables au projet de POWEO, y compris Monsieur Bruno LEMAIRE (membre du gouvernement qui a pourtant déclaré le projet d'intérêt général), qui parle de « reprendre le projet à zéro » !

De son côté, le collectif d'élus opposé au « terminal méthanier des portes d'Etretat » continue de recueillir de nouveaux soutiens.

3- TOTAL rejoint EDF à Dunkerque

Depuis l'annonce de TOTAL et d'EDF d'investir conjointement dans le terminal méthanier de Dunkerque, le financement du terminal d'Antifer paraît doublement compromis : premièrement, le report sur Dunkerque de capitaux que Gaz de Normandie espérait capter semble lui échapper définitivement.

Mais surtout, c'est le spectre de la surcapacité en gaz qu'il faut maintenant réguler. En effet, le terminal de Dunkerque couvrira à lui seul 20 % des besoins français. Mais Il faut aussi prendre en compte les perspectives d'extensions des terminaux méthaniers de Montoir et de Fos ainsi que les gazoducs existants et en construction ou en projet. Il n'y aurait donc plus d'intérêt de construire un second port méthanier en Manche.

La difficulté de POWEO-Gaz de Normandie pour trouver des investisseurs démontre l'absence d'intérêt général du projet. Le dossier est mal embarqué tant sur le plan politique, commercial, financier que juridique, mais il doit également faire face au refus des populations très mobilisées et à la détermination des associations. Pour François AUBER, Maire de Saint-Jouin-Bruneval, « le collectif d'élus opposé à ce funeste dossier a une réelle ambition pour le territoire, et une volonté affirmée de s'engager vers un autre mode de développement plus respectueux de l'environnement. »